

Comment sortir l'Oriental de l'impasse

■ La Région a approuvé il y a quelques jours un plan de développement ambitieux de 19,5 milliards de DH.
 ■ Elle est en situation de détresse économique et sociale malgré tous les efforts et les investissements en infrastructures réalisées ces dernières années ■ Un taux de chômage deux fois plus élevé que la moyenne nationale, déficits importants en services de base et des zones d'activité encore désespérément vides.



Jeudi 14 septembre en milieu de matinée. On est à la commune rurale de Boulouar, à une vingtaine de kilomètres au sud de la ville d'Oujda sur la route menant vers Jerada, Bouaarfa et Figuig. Les locaux de la commune connaissent une activité inhabituelle. C'est que ce matin, le wali de l'Oriental et gouverneur de la préfecture d'Oujda Angad, Mouaad Jamaï, fraîchement arrivé, et les chefs des principaux services extérieurs sont venus à la rencontre des élus de la région.

Dans un grand bureau, probablement aménagé en salle de réunion pour la circonstance, ont pris place des élus de la commune mais aussi de simples habitants, citoyens, représentants d'associations, venus des douars écouter mais beaucoup plus pour interpellier directement sans intermédiaire le wali de la région sur leurs problèmes quotidiens. Eau, électricité, dispensaires, écoles, transport scolaire, création d'emplois, tout y passe.

Deux heures plus tard, la petite délégation fera un petit crochet par une minuscule école communale à quelques encablures de là où elle a pro-

cedé à la distribution d'une bonne centaine de bicyclettes aux petits écoliers pour parer à leurs difficultés de déplacement et au manque de transport scolaire.

La réunion de ce matin-là n'est pas la première du genre. Le petit groupe de travail constitué autour du wali a déjà fait le tour de huit autres communes et devait le lendemain clôturer avec les deux dernières qui restaient à visiter, la préfecture regroupant 11 communes en tout.

L'exercice n'est pas protocolaire et encore moins inutile. C'est que les défis auxquels est confrontée la région de l'Oriental sont gigantesques. Deux essentiellement semblent retenir aujourd'hui toute l'attention des acteurs, qu'ils soient élus, région, communes et autres, ou relevant de l'autorité locale avec à leur tête le wali, les gouverneurs et les responsables des services extérieurs : l'emploi et la mise à niveau du monde rural.

Ce sont d'ailleurs ces deux volets qui ressortent dans un volumineux rapport récemment réalisé par un cabinet d'études pour le compte de la Région et qui constitueront l'ossature du plan de dévelop-

A TRAVERS UN FONDS D'AIDE, UNIQUE EN SON GENRE, DOTÉ DE 55 MILLIONS DE DH, LA RÉGION CONTRIBUERA DIRECTEMENT À L'ACQUISITION DU FONCIER, À LA CONSTRUCTION DE LOCAUX OU ENCORE À L'ACHAT D'ÉQUIPEMENTS ET D'INSTALLATIONS

pement de l'Oriental. Et la situation dans l'ensemble de la région est aujourd'hui délicate. Un premier indicateur suffit à lui seul pour prendre la température : alors que le taux de chômage à l'échelle nationale se situe actuellement aux alentours de 9%, dans l'Oriental ce taux est bien supérieur puisqu'il atteint 15,7%.

Mais il n'y a pas mieux que le terrain pour donner à ce chiffre tout son sens. Et la meilleure zone de la région pour prendre la température et mesurer l'ampleur de la si-

tuation n'est autre que la zone frontalière où vivent des milliers de ménages, de jeunes, dans la détresse. Certes, le fléau de la contrebande a été quasiment éradiqué. Mais entre-temps, rien ou peu a été fait pour trouver des solutions de rechange afin de créer des emplois et d'ouvrir la voie aux familles qui vivaient de ce trafic vers des sources de revenus de substitution.

Les responsables de la région ne se voilent pas la face et le reconnaissent tous : il y a aujourd'hui urgence dans l'Oriental. Et pourtant la région ne manque pas d'atouts. L'Oriental, de l'avis de tous les acteurs de la région, a été l'une des plus privilégiées grâce à l'attention particulière accordée par le Souverain et son suivi personnel des grands projets structurants qui ont vu le jour dans la région ces dix dernières années. On en citera les plus en vue comme le raccordement à l'autoroute, qui a définitivement désenclavé l'Oriental, l'extension de l'aéroport Oujda-Angad qui aujourd'hui n'a rien à envier à d'autres aéroports comme Marrakech ou Casablanca, l'Agropole de Berkane qui illustre parfaitement la puis-

sance agricole de la région ou encore les zones d'activités dédiées comme la technopole. La station balnéaire nouvelle génération de Saïdia, malgré ses imperfections, est également un fleuron du tourisme qui apporte une bouffée d'oxygène en termes d'activité économique et donc de création d'emplois.

Des milliards de dirhams ont été injectés dans les infrastructures lourdes. Et ce n'est pas tout puisque d'autres grands projets sont actuellement en cours de réalisation comme le futur port de Nador West Med, la lagune de Marchika ou encore le nouveau pôle urbain d'Oujda.

D'où une première question qui se pose alors d'elle-même : pourquoi et comment la région de l'Oriental, avec tous ces atouts, n'arrive-t-elle pas à décoller ? « Nous avons, en effet, toutes les infrastructures nécessaires mais il manque aujourd'hui l'essentiel, à savoir le contenu, c'est-à-dire des investissements privés, surtout pour créer des emplois et faire émerger la région comme véritable pôle d'activité, voire une locomotive économique », analyse un haut responsable au CRI de l'Oriental.

Une analyse parfaitement partagée d'ailleurs par le Conseil de la Région qui, quelques jours plus tôt, approuvait et dévoilait officiellement son ambitieux programme et sa feuille de route pour la période allant jusqu'en 2021. A la lecture dudit programme, dont *La Vie éco* a pu obtenir une copie, on comprend vite que les acteurs de la région veulent se concentrer sur l'essentiel : la création d'emplois et l'amélioration des conditions de vie de la population notamment en milieu rural. Ce sont d'ailleurs là les deux seules et uniques priorités autour desquelles a été bâti le tout nouveau programme de développement de l'Oriental.

Comment la région compte-t-elle s'y attaquer concrètement ? D'abord, en ouvrant davantage de chantiers structurants et en mettant en place les mécanismes de manière à devenir véritablement attractive. Le plan de bataille comprend ainsi quelque 55 actions couvrant les domaines économique, social et environnemental, en plus de 18 chantiers dits transverses. 73 actions en tout pour une enveloppe globale et colossale de 32 milliards de DH dont 19,5 milliards devront être engagés avant 2021. Entre autres projets programmés, une ligne ferroviaire reliant Oujda à Nador via Berkane (9 milliards de DH), une station de dessalement d'eau de mer (1,8 milliard de DH), un pôle universitaire à Saïdia (1 milliard de DH) et bien d'autres pour un investissement total envisagé de 4,2 milliards de DH. Pour le volet social, l'effort sera encore plus important, puisque la région compte investir, d'ici 2021, quelque 4,5 milliards de DH

dans une vingtaine de projets couvrant les services de base essentiels pour la population comme l'éducation, la santé, le sport, la culture, le transport ainsi que le raccordement aux réseaux d'électricité, d'eau potable et d'assainissement.

Un programme résolument ambitieux à l'image des objectifs tout aussi importants que se sont fixés les acteurs de la région. La preuve, ils veulent porter le nombre d'emplois dans la région de 590 000 actuellement à 645 000 en 2021, divisant ainsi le taux de chômage presque par deux, ramener 550 médecins et infirmiers supplémentaires dans la région, raccorder quasiment 100% de la population à l'électricité et à l'eau potable.

Mais tout cela est-il vraiment réalisable ? La région ne voit-elle pas trop grand ? Peut-on raisonnablement s'attendre que le simple fait d'équiper la région en infrastructures pourra convaincre des opérateurs économiques, nationaux comme étrangers, de venir s'implanter dans l'Oriental ? La réponse est évidemment non et la réalité de ces dix dernières années l'a amplement démontré.

D'ailleurs que ce soit du côté des autorités, à commencer par la wilaya, ou de celui des collectivités territoriales, à leur tête la Région, les acteurs institutionnels ne se font pas d'illusions.

Un haut responsable au CRI résume parfaitement et de manière très lucide les véritables freins à l'investissement : « On ne peut pas demander à une entreprise de venir s'implanter dans l'Oriental si elle doit faire venir ses matières premières et ses intrants de Casablanca pour ensuite devoir réacheminer son produit fini vers Casablanca où se trouve l'essentiel de son mar-

Trois leviers pour l'emploi

L'AGRICULTURE, LES INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES ET LE TOURISME

C'est le cabinet d'études casablancais Valyans qui a accompagné la Région de l'Oriental dans l'élaboration de son plan de développement pour la période 2016-2021, plan qui a été présenté aux acteurs de la région et approuvé mardi 12 septembre. Le moins que l'on puisse dire est que le plan est ambitieux tant au niveau des actions et des projets retenus, par leur taille et leur enveloppe financière, qu'au niveau des objectifs.

	2016	2021
Nombre d'emplois	590 000	645 000
Taux de chômage	15,7%	8,9%
Accès à l'eau potable	83%	97%
Accès à l'électricité	97%	99%
Couverture médicale (effectifs médecins et infirmiers)	2 620	3 170
Enfants scolarisés	6 000	14 000

73 actions et projets retenus dans 4 domaines pour une enveloppe d'investissement globale de 19,5 milliards de DH

24 chantiers dans le domaine économique pour	4,23 milliards DH
20 chantiers dans le domaine social pour	4,46 milliards DH
11 chantiers dans le domaine environnemental pour	2,2 milliards DH
18 chantiers transverses pour un coût de	8,6 milliards DH

Pour le volet économique, notamment, la Région veut visiblement mettre le paquet sur :

- L'industrie agroalimentaire et son amont agricole : **1,2 milliard DH**
- Le tourisme : **835 millions DH**
- Les activités commerciales : **592 millions DH**

chés. Mais dans l'Oriental, les acteurs de la région, non seulement ne perdent pas l'espoir mais ils sont plus déterminés, plus que jamais, au point qu'ils deviennent conscients que la région est condamnée à offrir aux investisseurs potentiels un plus et des avantages qu'ils n'auront nulle part ailleurs.

Pour cela, ils devront s'ingénier à inventer des mécanismes et des solutions pour donner plus d'incitations. C'est d'ailleurs déjà le cas puisque la Région de l'Oriental est aujourd'hui la seule à proposer aux PME, entre autres, une contribution financière sonnante et rébuchante, à fonds perdus, pour les aider à s'implanter. A travers un fonds d'aide, unique en son genre, doté de 55 millions de DH, la région contribuera directement à l'acquisition du foncier, à la construction de locaux ou encore à l'achat d'équipements et d'installations. De manière plus globale, plus d'un milliard de DH seront consacrés, promet-on, à l'appui financier incitatif à l'investissement dans la région.

Mais ce n'est toujours pas suffisant. Les autorités et les élus de l'Oriental jouent aussi à fond la carte de la facilitation et du lobbying auprès de grandes administrations

centrales à Rabat. Ce n'est certainement pas un hasard si ces dernières semaines, de hauts responsables, comme le directeur général des impôts ou encore le patron de la CNSS, ont fait le déplacement à Oujda à l'invitation des acteurs de la région.

Et s'il est vrai que la foi et la volonté y sont, les responsables de l'Oriental sont fondamentalement convaincus que sans l'aide de l'administration centrale, il leur sera difficile de relever seuls le défi.

Et une source à la wilaya de conclure en toute lucidité et dans des termes très simples que « la situation géographique très sensible de l'Oriental et l'état actuel de ses indicateurs socio-économiques ne nous laissent d'autres choix que de la réanimer et de la développer par tous les moyens, mais pour cela, nous avons absolument besoin d'un petit coup de pouce ». A bon entendeur... ■

SAAD BENMANSOUR

